



## COMMUNIQUER LES EVALUATIONS

Synthèse de discussions du 2 au 4 novembre 2016

Les évaluations des acquis des élèves servent également à sensibiliser l'ensemble de la société civile sur l'importance de la qualité de l'éducation, au-delà de l'accès qui était une priorité jusqu'à ces dernières années. En s'emparant des résultats des évaluations, la communauté éducative au sens large, les parents d'élèves, les acteurs locaux, les enseignants etc. peuvent devenir acteurs de changement, à condition que l'information leur parviennent, qu'elle soit compréhensible, qu'ils aient les moyens de l'utiliser. Mais, sont-ils armés pour comprendre des techniques complexes, des séries de chiffres qu'il faut comparer avec d'autres pour comprendre une réalité ? Comment présenter les données et les résultats pour que la communauté éducative s'en empare et influence les décisions politiques ?

## QUELLE COMMUNICATION DES RESULTATS AUPRES DE LA COMMUNAUTE ?

La communication des résultats est souvent le parent pauvre de l'exercice d'évaluation. Non seulement ces résultats sont mal ou pas du tout communiqués aux principaux intéressés externes au ministère de l'éducation, mais également à l'intérieur de celui-ci même. Souvent le produit qui en sort est un rapport plus ou moins volumineux, analytique certes et illustré de tableaux et graphiques mais destiné aux seuls spécialistes qui l'ont produit et à ceux qui ont financé les activités d'évaluation. A qui doit-on s'adresser avec les résultats des évaluations et par quels moyens ?

La communication est un aspect important dans la naissance et le développement des relations inter humaines. Que ce soit entre des individus ou entre organisations/institutions ou encore entre organisation/institution et des individus, la communication et le partage d'informations claires et utiles sur ce qui unit les différentes parties est d'une importance capitale. La communication est de fait un facteur très important dans le processus d'évaluation : évaluer, c'est aussi informer.

Les parents sont de plus en plus attentifs à ce qui se passe dans le milieu scolaire. Ils veulent savoir comment évolue leurs enfants. Est-ce qu'ils apprennent de nouvelles choses? Arrivent-ils à bien s'intégrer dans le cursus? De quoi ont-ils besoins pour mieux évoluer? Le maître prend-il bien soin d'eux? Le cadre scolaire est-il propice au bien-être et l'apprentissage des enfants etc. Ce sont autant de questions pour lesquels les parents souhaitent être informés en temps réel. Un nombre important

d'établissements, surtout dans le privé, comprennent ce besoin et communiquent aux parents à travers les APE ou directement les informations dont ils ont besoin.

Au niveau des écoles, une communication formelle se développe à travers le bulletin scolaire, document officiel, envoyé périodiquement par la direction de l'école aux parents/tuteurs des élèves afin de les tenir informés du travail de leur enfant, de son niveau et des progrès qu'il a accomplis, ainsi que de son comportement. Une communication informelle s'installe également au sein de la classe : échanger avec l'élève sur ses progrès et ses difficultés, l'encourager, le rendre responsable de ses apprentissages, produire des commentaires écrits et annotations dans les cahiers de devoirs des élèves ou leurs agendas scolaires, réaliser un portfolio, collection des travaux et réalisations de l'élève, organiser des rencontres enseignant-parents autour des résultats des élèves.

Au niveau national, voire même régional, il n'y a pas ce lien direct avec la communauté. Il est évident que les résultats de grandes analyses du système éducatif se communiquent aux groupes organisés et institutions (services centraux et déconcentrés des ministères en charge de l'éducation, ONG, Bureau APE, les journalistes...) lors des ateliers de validation des rapports. Mais les informations contenu dans ces rapports peinent à être connues des populations.

Une catégorie d'audience, qui regroupe l'instance d'évaluation et les bailleurs de fonds bien entendu, et aussi les académiciens et les chercheurs, s'intéresse à tous les détails techniques pour juger de la validité des enseignements tirés de l'évaluation. Leurs commentaires ou adhésion aux processus d'analyse et aux arguments qui les soutiennent donnent une gageure scientifique sur la solidité des conclusions de l'évaluation. Il est préférable de présenter le rapport narratif et les processus techniques dans deux documents séparés pour en faciliter la lecture. En général ces résultats des évaluations nationales sont partagés lors des ateliers de restitution avec des représentants de la société civile, membres de groupe locaux en éducation. La vague d'évaluations PASEC2014 procède à ce type de dissémination technique élargie à cette communauté spécifique de partenaires techniques et financiers.

Le ministre ou le décideur politique, quant à lui, n'a ni le besoin, ni le temps de s'appesantir sur ce rapport global. Pour être pratique et efficace, il est nécessaire de proposer à leur endroit des notes de politique succinctes ne dépassant pas 5 à 8 pages, qui se focalisent sur une problématique précise (ex : écarts entre garçon et filles, inadéquation dans la formation des enseignants, inefficacité de l'encadrement pédagogique, etc). L'accent doit porter sur les arguments factuels qui sont à même de convaincre le décideur d'introduire une action de changement: description succincte de la problématique, présentation des arguments chiffrés du rapport étayant cette conclusion, montrer son poids relatif par rapport à d'autres facteurs déterminants de la réussite pour justifier pourquoi privilégier la priorité à ce facteur, proposer des pistes d'intervention avec idéalement des exemples d'autres systèmes éducatifs, et avancer le cas échéant les limites de chaque intervention proposée. Le langage utilisé doit être simple et éviter toute référence aux expressions statistiques compliquées (parler du nombre d'années scolaires d'avance d'une catégorie par rapport à une autre, plutôt que de score ou d'écart-type).

## DE L'INTERET DE PARTAGER LARGEMENT LES RESULTATS ?

Les données d'évaluation doivent nous renseigner sur les aspects sur lesquels agir pour améliorer la qualité de l'éducation. L'évaluation est un outil d'aide à la décision qui nécessite le recueil d'un ensemble d'information pertinentes, valides et fiables et l'examen du degré d'adéquation entre cet ensemble d'informations et un ensemble de critères en vue de fonder une décision.

Les résultats des évaluations des acquis scolaires constituent le reflet de la vie de l'école. Le niveau d'apprentissage est aussi bien influencé par le milieu dans lequel vivent les apprenants que par la perception de l'école par la société. Ainsi perçu, il importe que la communauté et notamment la société civile, soit informée de ces résultats, et intégrée dans la recherche de solutions en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement.

L'évaluation sommative certificative rend compte de la réussite aux études et garantit la valeur sociale des titres officiels. L'évaluation des acquis scolaires, que ça soit à l'issue d'une étude commanditée, d'une composition de fin de période ou de fin de cycle, donne du sens à la qualité de l'enseignement, car renseigne sur les performances, les lacunes que rencontrent les apprenants, les insuffisances des matériels pédagogiques, la mauvaise application des méthodes et stratégies pédagogiques, bref l'impact des intrants et extrants dans l'enseignement.

Si l'obstacle ou la contrainte relève du parent, pour l'éradiquer, il faut non seulement qu'il soit informé, mais justement impliqué dans la recherche de la solution. Et s'il faut agir sur un comportement au sein de la communauté ou sur certaines pratiques, la société civile est généralement utile en termes de sensibilisation ou d'impulsion des changements notables dans la vie de la communauté. Si par exemple un enfant vient d'obtenir son Certificat d'étude du premier degré (CEPD) mais qu'il ne peut pas écrire correctement son nom, le parent pourra comprendre en étant édifié sur des résultats de tests standardisés qu'il s'agit d'un problème plus général et que la mauvaise acquisition des connaissances peut avoir des causes extérieures à l'école et pourrait avoir sa source à la maison, dans la famille, etc. Les organisations de la société civile, de leur côté, peuvent s'en servir pour réfléchir aux possibles actions de remédiation qui sont de leur ressort (sensibilisation des parents sur l'intérêt de l'école, sur l'importance d'accompagner l'enfant dans sa scolarité,...).

Il convient de communiquer de la bonne façon en fonction du public ciblé, sans quoi plane le risque de mettre les parents ou la société civile, par exemple, dans une position d'accusation des autorités, de perte de confiance, de désintérêt pour l'école, ...

## COMMENT AMELIORER LA COMMUNICATION DES EVALUATIONS ?

Au niveau local, il est nécessaire de procéder à la large diffusion et la discussion des résultats à travers des rencontres entre les autorités scolaires et ses partenaires (parents, communautés) avec des rencontres périodiques (trimestrielles, semestrielles). Il est important de renforcer les capacités des APE déjà fonctionnelles et encourager leur naissance et leur développement là où il n'y en a pas encore.

Au Cameroun, par exemple, les écoles ont deux instances de décision, le Conseil d'Ecole (CE) et l'Association des Parents d'Elèves et des Enseignants (APEE) ; le premier définit le projet de l'école et le second le met en œuvre. Il serait important que ces instances, ne serait-ce qu'à travers leurs dirigeants, soient sensibilisées sur l'importance des évaluations des acquis scolaires au-delà des évaluations traditionnelles (formative, sommative, certificative, ..). L'intérêt suscité repositionnerait alors l'école comme acteur vis-à-vis de ces évaluations standardisées, en quête de renseignements pour l'utilisation de leurs résultats.

La communication des résultats d'évaluations standardisées avec les enseignants doit être prudente pour ne pas provoquer un comportement défensif et engendrer un rejet automatique des résultats. Les évaluations standardisées se basent sur des échantillons tirés au hasard dans la population des élèves : il est important d'insister sur le fait que les résultats ne sont pas imputables directement aux enseignants ou à leur classe. Les débats avec les enseignants doivent porter sur la variété des pratiques observées, les bénéfiques de telle ou telle pratique et comment en faire bénéficier par la formation aux enseignants.

L'organisation d'événements autour de la qualité avec les partenaires de l'Education sur les résultats scolaires contribue également à améliorer la qualité des informations à l'endroit des populations et de la société civile. Il est important que ces événements soient organisés à intervalles de temps définis et réguliers (à l'instar des fora nationaux des agriculteurs, des jeunes etc.) où tous les acteurs de l'éducation peuvent conférer autour des thématiques tirées de l'analyse des évaluations. La communication aux différents acteurs concernés est facilitée notamment quand ces derniers font aussi partie des instances du mouvement. Les groupes locaux des partenaires en éducation ont d'ailleurs désormais le mandat de s'assurer que l'ensemble des acteurs du système y soient représentés.

L'amélioration de la diffusion des informations ayant trait aux évaluations des acquis scolaires passe également par la production de synthèses des résultats, sous forme de dépliants, infographies, applications web ou autres supports faciles à comprendre.

Les e-forums comme celui qui vient d'être organisé doivent être répétés de temps en temps. Ils seraient utiles de les compléter par des échanges en présentiel, la virtualité du e-forum, malgré ses nombreux avantages, ne permet pas une interactivité optimale.

## QUELLES INFORMATIONS POUR LES MEDIAS?

Les données utiles aux médias doivent tenir compte du public cible : si l'on s'adresse par exemple aux universitaires et aux chercheurs, les questions d'ordre méthodologiques et les pistes de réflexion sont les plus indiquées. Si l'on cible les parents, ceux-ci doivent être informés des résultats de leur zone au regard de la moyenne nationale et des autres zones avec emphase sur les questionnements pour lesquels leur intervention sera sollicitée. Si le même message est adressé à tout le monde, le risque de perdre certains acteurs va s'accroître, crée par une confusion des rôles et de mauvaises interprétations des résultats.

Le but recherché dans ce partage est de permettre à tous les acteurs non seulement de s'approprier les résultats mais aussi de s'impliquer chacun en ce qui le concerne dans la recherche des pistes d'amélioration. Au-delà des taux de réussite, d'échec et d'abandon, ce sont les proportions d'élèves ayant atteint un seuil suffisant, selon les disciplines qui sont propices à une bonne compréhension des enjeux d'un système éducatif dans son ensemble. Les disparités d'apprentissage selon certains critères discriminants (genre, milieu urbain/rural, types d'école (publique, privée, communautaire, medersa), les facteurs explicatifs, les points forts, les points faibles, les insuffisances, les difficultés et les besoins viennent apporter des explications à la tendance générale, et doivent servir à faire le plaidoyer auprès des partenaires de l'école pour penser les actions à entreprendre.

La couverture régulière des foras nationaux sur la question par le biais de plages pédagogiques à la radio, de débats à la télévision, permet d'intégrer l'ensemble de la population dans la recherche commune de solutions concrètes et des voies d'amélioration à la situation constatée.

Un travail intense doit être déployé vis-à-vis de la presse qui a une influence potentielle dans la divulgation des résultats au grand public. Toute la presse n'est pas censée être spécialisée dans la matière. On est souvent surpris de voir apparaître à la une de certains journaux des messages tronqués et hors de leur contexte pour attirer l'attention des lecteurs. Pour contrer la sensibilité de tels messages, les organisations internationales et régionales et même certains ministères, disposent de services de communications pour encadrer les messages et les placer dans leur contexte réel. Certains déploient même des programmes de formations au bénéfice des journalistes pour les amener à divulguer des messages contextualisés à propos des évaluations.